

CNRS

L'équarrissage de la recherche pub

Le CNRS fut créé par Jean Zay en 1939, quand le cadre étroit des universités (le mandarinat !) ne convenait pas à la recherche fondamentale, qui « décrochait » en France par rapport à l'étranger. C'est cet organisme – performant, au premier rang européen ! – que le gouvernement calomnie pour mieux le mettre à mort par étapes.

Ce dépeçage a commencé quand « on » a voulu reprendre une part de ses postes, quand on a amputé son budget, puis retiré sa mission d'évaluation.

On voudrait maintenant procéder à sa vente à la découpe en huit « instituts », extérioriser les Sciences de la vie et les Sciences de l'information et de la télécommunication, tout en le soumettant à un pilotage caporaliste pour mettre la recherche sous la coupe des objectifs économiques – traduisez : du MEDEF ! Pas étonnant que l'ensemble des organisations syndicales et SLR (Sauvons la Recherche) appellent à bloquer le Conseil d'Administration du 19 Juin.

Qu'est-ce donc que cet organisme pour valoir pareil traitement ?

Commençons par un extrait de Wikipedia : « Le centre national de la recherche scientifique, plus connu sous le sigle CNRS, est le plus grand organisme public français de recherche scientifique. Fondé par le décret-loi du 19 octobre 1939, il fut réorganisé après la seconde guerre mondiale et s'orienta alors nettement vers la recherche fondamentale. Le CNRS figure au cinquième rang mondial et au premier rang européen selon le classement mondial *Webometrics*, qui mesure la visibilité sur le web des instituts de recherche ».

Notons que ce « classement » reste le même si on se place au niveau des publications et même des brevets ! Et ceci alors que, grâce à l'action conjuguée de certaines options de Claude Allègre, puis plus encore des gouvernements de droite, la France est passée à présent à la quatorzième place mondiale pour la dépense intérieure de recherche et de développement par rapport au produit intérieur brut (DIRD/PIB) et au seizième rang pour le taux de financement de la recherche par habitant...

Dans de telles conditions, on peut dire que, pour accéder au premier rang européen, les cher-

cheurs français ne se débrouillent pas si mal ! Ces chiffres sont les chiffres officiels de l'OCDE, qui est un nid de marxistes révolutionnaires, c'est bien connu...

De quelques calomnies...

Mais, voilà, pour une certaine idéologie, le CNRS est l'emblème d'un « grand gâchis » (Olivier Postel Vinay) et son secteur Sciences humaines est un « repère de gauchistes issus de Nanterre et Vincennes » (un député UMP), dont l'évaluation – sous l'égide du Comité national de la recherche scientifique (même signe : CNRS) – est « garrottée par les syndicats »... Quant à l'évaluation, « la légitimité de l'évaluation ne peut être garantie que par la qualité scientifique des évaluateurs. Or le processus électoral ne peut pas la garantir car on vote pour ses copains ! » (verbatim de Valérie Pécresse). Nous n'avons bien sûr aucun exemple de copinage en ce qui concerne les processus de nominations/cooptations dans les sphères du pouvoir...!

Une attaque par étapes

Il s'agissait donc de casser cet organisme, et par la même occasion l'ensemble des EPST, qui avaient la fâcheuse habitude d'avoir une politique scientifique indépendante, et de surcroît voués pour partie à la recherche fondamentale.

Face à un Albert Fert qui lui dit exactement le contraire, à savoir que les recherches menant à son prix Nobel n'auraient pas été possible sans le CNRS dans son état actuel (ce qui a d'ailleurs mené à une unité mixte avec Thalès), Sarkozy déclare : « Je souhaite qu'à la nouvelle génération soit inculquée la culture du financement sur projet... ».



✓ 1^{ère} étape : on enlève aux organismes tout moyen réel d'avoir une politique scientifique en faisant passer la très grande majorité des budgets par un organisme d'appel sur projet, l'Agence nationale de la recherche (ANR).

Les « projets blancs » – non pré-thématisés par l'ANR en fonction des modes, et surtout des lobbys, mandarinaux et/ou économiques, puisque ce sont surtout les finalités économiques immédiates qui comptent pour Sarkozy, Pécresse

et le MEDEF – ne représentent que 30 % des appels, chiffre qui devrait sous peu tomber à 20 % maximum, selon l'aveu de Valérie Pécresse dans une de ses nombreuses et remarquables pantomimes télévisées... contre 70 % dans les NIH/NSF

américains et plus encore dans le MRC canadien.

Du coup, une fois retiré le financement des grands programmes, dont le maintien des grands instruments (surtout en physique : LHC, Virgo, etc.), et la part du CNRS aux grandes missions océanographiques et spatiales, chaque laboratoire ne peut que constater que sa dotation de base diminue...

Au passage, et ce n'est pas un hasard, le projet initial de l'ANR avait « oublié » les projets en Sciences sociales ! Si elles ont été rétablies après avis du Conseil scientifique du CNRS, elles ne représentent qu'une portion congrue.

✓ 2^{ème} étape : enlevons l'évaluation aux organismes, créons pour cela une agence spéciale, l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement (AERES), constituée exclusivement d'experts nommés... et dont le moins que l'on puisse dire est que le fonctionnement se



lique...



Le 19 juin, aux abords du ministère de la rue Descartes.

(et la mort de ce qui faisait sa force, la recherche interdisciplinaire, telle la bio-informatique), préalable possible à sa fin définitive par « vente à la découpe »...

Deux cas particuliers valent le détour : les Sciences de la communication, qui sont priées de fusionner avec l'INRIA (en clair de devenir des vendeurs de logiciels) et les Sciences de la vie, qui sortent littéralement du CNRS pour être fusionnées avec l'INRA et une partie du CEA sous la coordination et la direction

de l'INSERM. En clair, place à la recherche biomédicale finalisée, sous la coupe des mandarins hospitalo-universitaires et des lobbys financiers, le reste des unités dans le cadre de la LRU négociera point par point avec son université de rattachement (quand il y en aura une !). C'est faire semblant d'oublier que la recherche pharmaceutique française s'est distinguée par la fermeture de quelques uns de ses centres (Roussel-Uclaf à Romainville, Schering Plough à Dardilly, etc.).

C'est la mort annoncée de tout ce qui n'est pas recherche biomédicale/isable ou à finalité économique étroite dans les dix ans à venir dans ces deux secteurs, pour ne rien dire des autres... Pour prendre mon exemple personnel, en ayant été membre du Conseil scientifique du CNRS, j'ai fait toute ma carrière CNRS dans des unités INSERM, en liaison avec des hôpitaux (Curie, Baudelocque, Cochin, Clamart) et dirige un « réseau d'excellence européen », j'ai coopéré avec Roussel-Uclaf Romainville, j'ai plusieurs brevets directement ou indirectement à mon actif... sans besoin d'Institut piloté par l'INSERM !

Quant aux SHS (Sciences de l'homme et de la société), elles doivent d'abord se structurer avant de passer au statut d'Institut. En clair, la direction du CNRS envisage tout simplement d'en reverser la plus grande partie aux universités.

Le sort des personnels...

Le tout se fera pour les personnels dans une absence totale de démocratie scientifique : les collègues de direction d'instituts seront nommés (comme leurs directeurs) par le ministère, et négocieront directement leurs budgets (traduisez : sur projets).

Ajoutons que le ministère ne prévoit aucune création de postes dans les années à venir. Péresse (encore) : « Vous ne voulez tout de même pas sérieusement que nous créions des postes

de fonctionnaires, alors que les organismes ne le demandent pas ! » Ce qui est d'ailleurs totalement faux, les Conseils scientifiques des EPST n'ont cessé d'en demander, mais on dit aux directions – nommées ! – que : « il est inutile de transmettre les demandes, Bercy s'y opposera », RGPP oblige...

Que reste-t-il alors comme avenir pour les jeunes ? Un futur sur le « modèle international de six ans de CDD après la thèse » (toujours Péresse !) ?

Cerise sur le gâteau : le ministère a tout d'abord interdit de fournir au CTP et en Conseil scientifique du CNRS le schéma stratégique du CNRS pour la prochaine période, alors que le CTP du 11 juin était convoqué pour voter sur ce texte qui devait être soumis au Conseil d'administration du 19 juin à l'heure. Sage précaution,

le conseil scientifique, en ayant finalement eu connaissance, l'a rejeté par deux fois (original et copie revue par le Ministère). On est là en pleine illégalité ! Et on voit la conception (ubuesque) de la démocratie à venir...

Enfin, une série de textes en préparations revoit les missions du Comité national pour mieux préparer le transfert des personnels CNRS aux universités

que le ministère espère voire dirigées suivant les canons de la LRU...

Précarisation, soumission aux intérêts économiques les plus immédiats du MEDEF, vente à la découpe du CNRS, mort des SHS, charcutage des Sciences de la vie et de l'Informatique, pas étonnant que les chercheurs redescendent massivement dans la rue (cf. le succès de « l'Academic Pride »), se soient réunis à Paris et en Province pour bloquer le Conseil d'administration du CNRS qui aurait du voter la mort du CNRS par dépeçage le 19 juin et envisagent déjà d'autres actions « larges » si cela ne suffisait pas ! ●

GÉRARD CHAOUAT



GLOSSAIRE

EPST : Etablissements publics à caractère scientifique et technologique.

NIH : National Institutes of Health. **NSF** : National Science Foundation. **MRC** : Medical Research Council.

INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale.

INRIA : recherche en Informatique et en Automatique.

INRA : recherche agronomique.